

<https://ricochets.cc/Le-regime-attaque-une-banderole-d-expression-politique-lese-majeste-dans-le-Jura.html>



Le régime attaque une banderole d'expression politique Â« lèse-majesté Â» dans le Jura

- Les Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 6 août 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

JURA : ENCORE DES POURSUITES POUR UNE BANDEROLE CONTRE MACRON !

- « Diffamation envers le président » -

Pendant le confinement, des affaires avaient défrayé la chronique : des habitantes de Toulouse convoquées au commissariat pour avoir simplement affiché une banderole sur leur domicile : « **Macronavirus, à quand la fin ?** ». Dans les jours suivants, une répression du même genre, pour des banderoles aux fenêtres, avait lieu dans plusieurs villes, notamment à Caen ou Marseille. Des opérations aussi grotesques qu'inquiétantes.



Le régime attaque une banderole d'expression politique Â« lèse-majesté Â» dans le Jura

Ce délire répressif ne s'arrête pas. Dans un village du Jura, un habitant a été convoqué au poste pour avoir affiché une banderole sur son garage. Il raconte : « J'ai posé une banderole à la fin du confinement, le dimanche 26 avril, en soutien à cette dame de Toulouse. Ici c'est un mini village où on est 52 habitants. » Mais deux jours après, la gendarmerie le convoque. Dans ce commissariat, « ils doivent être maximum 10 gendarmes et n'ont jamais vu 1 seul Gilet Jaune »...

Plusieurs semaines s'écoulent. Au beau milieu de l'été, cet habitant reçoit une convocation « devant le délégué du procureur » pour « diffamation envers le président de la république ». Il écoperait le 11 août, très probablement d'un rappel à la loi et d'une amende...

Ce n'est pas tant la hauteur de la peine qui doit nous alarmer, mais les moyens de surveillance et de harcèlement mis en oeuvre, même au fin fond de la campagne jurassienne, pour empêcher toute expression critique à l'égard du pouvoir.

Sur l'ensemble du territoire, des agents arrêtent ou convoquent des gens qui n'ont fait que s'exprimer depuis chez eux. Des procédures sont lancées. Des magistrats sanctionnent. Toute une chaîne d'individus applique une répression kafkaïenne contre des gestes totalement anodins. Laisser passer, dire que ce n'est pas si grave, c'est laisser la porte ouverte aux dérives autoritaires. Aujourd'hui contre des banderoles, et demain ?

(post et visuel de [Nantes Révoltée](#))

► Autres exemples, et aussi en Drôme, dans le Diois :

Le régime attaque une banderole d'expression politique Â« lèse-majesté Â» dans le Jura

- [Quand à Die on censure et réprime au nom de l'écologie](#) - Coup de pression policier sur ordre du maire suite à la pose de banderoles (aux dernières nouvelles, on apprend sur la web radio Radiations Libres, que la police politique version RG est passée à l'appart concerné menacer de perquisition)
- [Censure et pression des autorités contre de simples banderoles à Luc-en-Diois](#) - Les cortèges de fenêtres ne plaisent pas à tout le monde
- [Gentilles questions pour notre belle police politique française](#) - Face à l'absurdité autoritaire permanente, quelques interrogations absurdes et ironiques pour y voir plus clair
- [Toulouse : garde à vue pour une banderole sur sa maison ! Police politique ?!](#) - Une banderole « Macronavirus, à quand la fin ? » déclenche garde à vue et enquête
- [Musique aux balcons interdite : la police politique française a encore frappé](#) - Chaque jour, ce régime policier et autoritaire étend sa censure et son contrôle

Pour masquer et circonscrire l'incendie qui couve, le régime tente de supprimer les signaux de fumée, bel effort.

Alors que les incendies de forêts surchauffées ou les explosions d'engrais industriel au Liban obscurcissent le paysage, le régime et ses lobbies gavent de fric les multinationales et entreprises afin qu'elles puissent continuer de plus belle le désastre.